

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/HRV/19

29 juillet 1996

(96-3001)

Original: anglais

ACCESSION DE LA CROATIE

Communication de la Croatie

Le Ministère des affaires économiques de la République de Croatie a fait parvenir au Secrétariat les informations ci-après concernant l'évaluation en douane.

MISE EN OEUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR L'EVALUATION EN DOUANE

Les dispositions relatives à l'évaluation en douane sont contenues dans la Loi douanière de la République de Croatie (articles 36 à 48), et dans l'Ordonnance relative aux conditions et à la méthode de détermination des bases d'imposition des droits de douane (Ordonnance).

Ces deux textes ont été hérités de l'ex-Yougoslavie et se fondent sur l'Accord relatif à la mise en oeuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce étant donné que l'ex-Yougoslavie était partie à cet Accord depuis 1973.

La valeur des marchandises correspondant à la valeur en douane est le prix contractuel (valeur transactionnelle), c'est-à-dire le prix effectivement payé ou à payer.

Les ventes entre personnes liées sont soumises aux articles 9 et 10 de l'Ordonnance. On ne peut considérer à priori que les prix de cession entre sociétés sont influencés dès lors que l'acheteur démontre qu'un tel prix est très proche de l'une ou l'autre des valeurs ci-après, se situant au même moment ou à peu près au même moment:

- valeur transactionnelle convenue entre des parties non liées pour des marchandises identiques ou similaires;
- valeur en douane de marchandises identiques ou similaires déterminée conformément à l'article 38 de la Loi douanière.

La disposition correspondant à l'article 1.2 a) de l'Accord équivaut aux paragraphes 2 et 3 de l'article 236 de la Loi douanière:

- 2) ["S'il est établi que la déclaration n'a pas été remplie avec exactitude, le bureau des douanes la retourne avec les documents annexés à la personne qui les a soumis, le tout accompagné d'une note explicative quant aux inexactitudes constatées."]
- 3) "Si la personne soumettant la déclaration conteste les conclusions du bureau des douanes quant aux inexactitudes constatées, ce dernier peut décider de refuser la déclaration au motif qu'elle est inexacte."]

L'article 1.2 b) a été mis en oeuvre par l'article 10 de l'Ordonnance.

Les dispositions concernant la valeur de marchandises perdues ou endommagées figurent au paragraphe 2 de l'article 47 de la Loi douanière et à l'article 31 de l'Ordonnance.

Selon le paragraphe 2 de l'article 39 de la Loi douanière, l'importateur peut demander aux autorités douanières de déterminer la valeur en douane sans tenir compte de l'ordre établi au paragraphe 1 de ce même article, qui équivaut aux articles 5 et 6 de l'Accord.

L'article 5.2 de l'Accord a été mis en oeuvre par le paragraphe 1 de l'article 39 de la Loi douanière et par l'article 13 de l'Ordonnance. L'article 6.2 de l'Accord n'a pas été mis en oeuvre de la façon prescrite dans l'Accord, mais trouve toutefois son pendant dans l'article 14 de l'Ordonnance.

L'article 40 de la Loi douanière et l'article 16 de l'Ordonnance fixent le mode de détermination de la valeur en douane conformément à l'article 7 de l'Accord. Nous n'avons pas de disposition particulière prévoyant que l'importateur doit être informé de la valeur en douane déterminée en vertu de l'article 7. Toutefois, dans tous les cas où la valeur en douane est déterminée par application des dispositions de la Loi douanière, mis à part l'article 36 (article premier de l'Accord), les autorités douanières doivent remettre un rapport écrit au courtier en douane ou à l'importateur, qui peuvent faire appel (article 241, paragraphe 2: si le bureau des douanes constate, lors de son inspection, que les renseignements concernant les marchandises indiqués dans la déclaration et les documents annexés ne concordent pas avec l'état des marchandises ..., il établit ses conclusions dans un rapport et en remet copie à la personne soumettant la déclaration).

L'article 40 de la Loi douanière reprend les interdictions énoncées à l'article 7.2 de l'Accord, à l'exception de celles des alinéas b) et f).

En ce qui concerne les options visées à l'article 8.2 de l'Accord, tous les frais mentionnés qui ont été encourus à l'étranger sont inclus dans la valeur en douane. Si le principe f.o.b. s'applique, les prix sortie usine sont également acceptés et les autorités douanières prendront comme valeur en douane le prix contractuel, sans ajouter les frais mentionnés à l'article 8.2 de l'Accord.

Le taux de change est publié dans les journaux quotidiens ainsi que dans le bulletin douanier. Il est également communiqué aux courtiers en douane dans les bureaux de douane.

Les documents contenant des renseignements aux fins de l'évaluation en douane ne sont accessibles qu'aux importateurs et à leurs courtiers en douane et sont conservés dans les archives des douanes qui sont considérées comme confidentielles.

La personne qui soumet une déclaration en douane (importateur ou courtier en douane) a le droit de faire appel de toute décision prise par les autorités douanières concernant la valeur en douane, la qualité, la quantité ou la nature des marchandises, ainsi que leur classification dans un tarif douanier. L'appel formulé à l'encontre du rapport ou de la décision des douanes doit être soumis aux autorités douanières (articles 242 et 243 de la Loi douanière).

Les lois et règlements nationaux pertinents en ce qui concerne l'application de l'Accord ont été publiés au Journal officiel de la République de Croatie. Les décisions judiciaires et administratives, ainsi que les directives de la Direction des douanes, ont été publiées dans le bulletin douanier à l'intention de toutes les personnes concernées par les procédures douanières.

L'article 13 de l'Accord est pleinement reflété dans l'article 249 de la Loi douanière qui donne à la personne soumettant une déclaration (importateur ou commissionnaire en douane) la possibilité

de retirer les marchandises de la douane à condition de s'acquitter des droits de douane calculés à partir des données disponibles. La personne qui a payé les droits de douane de cette façon doit soumettre aux autorités douanières les documents contenant les renseignements appropriés sur la valeur en douane des marchandises, et ce, dans les 30 jours à compter de la date à laquelle les données exigées pour l'établissement de ladite valeur, ou au plus tard trois mois après le jour de l'importation.

La procédure douanière est une sorte de procédure administrative régie par la [Loi sur la procédure administrative]. Selon cette loi, dans toutes les procédures administratives, la décision des autorités compétentes doit être présentée par écrit. En outre, la Loi douanière dispose dans ses articles 235 (paragraphe 2 et 3) et 241 (paragraphe 2) que l'administration des douanes devra donner une explication écrite de la manière dont la valeur en douane aura été déterminée.

Quelques-unes des Notes interprétatives de l'Accord figurent dans les dispositions de l'Ordonnance (par exemple, la Note relative à l'article 2 est reprise dans l'article 12 de l'Ordonnance, etc.).

N'étant pas familiarisés avec les dispositions de la Décision du 26 avril 1984 relative au traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées (VAL/6/Rev.1), nous ne pouvons répondre à la question s'y référant.